

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/YA

Arrêté préfectoral imposant à la société ENERGIE AVESNES des prescriptions complémentaires faisant suite à la demande de modifications (gestion des eaux pluviales) de son parc éolien dit « le chemin d'Avesnes à Iwuy » sur le territoire des communes d'AVESNES-LE-SEC et d'IWUY

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, L.214-1, L.511-1, R. 181-45 et R 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2016 autorisant la société ENERGIE AVESNES à exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes d'AVESNES-LE-SEC et IWUY ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2017 imposant à la société ENERGIE AVESNES des prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'un parc éolien de 6 aérogénérateurs dit « Le chemin d'Avesnes à IWUY » situé sur les communes d'AVESNES-LE-SEC et IWUY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande présentée par l'exploitant par courrier du 30 mars 2023, accompagnée du dossier joint à l'appui ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 4 juin 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté suite à la transmission susvisée formulées par courriels des 16 et 17 juin 2025 ;

Vu le rapport du 9 octobre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. depuis la réalisation des travaux de création de l'éolienne E6, il est constaté la présence de rétention d'eau au niveau du champ au droit du chemin d'accès à l'éolienne E6 ;
2. l'exploitant a fait réaliser une étude hydraulique afin d'établir un schéma de gestion des eaux pluviales sur le site. Cette étude conclue à la nécessité de réaliser les travaux de gestion des eaux pluviales suivants :
 - création de 2 noues de 1 m de large et 0,6 m de profondeur ;
 - création de 2 puits d'infiltrations ;les travaux envisagés sont soumis à déclaration au titre de la nomenclature IOTA ;
3. les aménagements des gestions des eaux pluviales, les puits d'infiltrations seront creusés dans la couche limoneuse de surface et ne capteront pas de nappe d'eau souterraine ;
4. les aménagements se situent en dehors de tout périmètre de protection ou des servitudes ;
5. les modifications proposées ne sont pas de nature à présenter des inconvénients supplémentaires et ne sont donc pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
6. aucun changement substantiel de circonstances de fait et de droit n'impacte l'autorisation préfectorale délivrée le 3 août 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Désignation du destinataire

La société ENERGIE AVESNES, dont le siège social est situé au 2 Rue de l'Epine 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, est autorisée à poursuivre l'exploitation de six éoliennes (E1, E2, E3, E5, E6 et E7) et de deux postes de livraison, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 2 – Modification de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2016

L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2016 est modifié et remplacé par l'article suivant :

« 2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et une rubrique des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
ICPE			
2980-1	<p>Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs</p> <p>1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m</p>	<p>6 aérogénérateurs d'une puissance nominale de 3.6 MW soit au total 21.6 MW</p> <p>Hauteur maximale en bout de pale 180 mètres</p> <p>Hauteur de mât 116,5 mètres</p> <p>Diamètre de rotor 117 mètres</p> <p>2 postes de livraison</p>	A
IOTA			
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Puits d'infiltration	D
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 20 ha</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	Bassin versant : 2.5 ha	D

A : installation soumise à autorisation

D : installation soumise à déclaration »

Article 3 – Création de l'article 2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2016

L'article 2.3.3 – entretien des ouvrages de gestion des eaux pluviales est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2016, ainsi rédigé :

« Article 2.3.3 – Entretien des ouvrages de gestion des eaux pluviales

L'entretien périodique des noues est assuré une fois par an afin de ne pas mettre en péril le fonctionnement des ouvrages.

Conformément à l'article 11 de l'arrêté du 11 septembre 2003, les puits doivent être régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères.

Une surveillance périodique est réalisée particulièrement après les fortes pluies. Les regards de décantation ainsi que les noues seront nettoyées. Une attention particulière est apportée à toute stagnation d'eau inhabituelle, signe d'un possible colmatage de puits. »

Article 4 – Création de l'article 2.11 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2016

L'article 2.11 – ouvrages des gestions des eaux pluviales est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2016, ainsi rédigé :

« Article 2.11 – Ouvrages des gestions des eaux pluviales

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales comprennent :

- 2 noues d'une dimension minimum de 1 m de large et 0,6 m de profondeur ;
- 2 canalisations d'une pente moyenne de 1 % et de diamètre maximal de 300 mm ;
- 2 puits d'infiltration ;

dont les plans sont annexés en annexe 1 du présent arrêté.

Au terme de l'exécution des ouvrages, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le dossier des ouvrages exécutés sous un délai de 6 mois après l'achèvement des travaux. »

Article 5 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 6 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré la cour administrative d'appel de Douai conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

La cour administrative d'appel de Douai peut être saisie par courrier à l'adresse 50 rue de la Comédie 59500 DOUAI ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et les sous-préfets des arrondissements de CAMBRAI et de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires d'AVESNES-LE-SEC et d'IWUY ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies d'AVESNES-LE-SEC et d'IWUY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord <http://nord.gouv.fr/icpe-eoliennes-apc-2025> pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 20 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



Annexe 1 : Schéma d'aménagement proposé

20 NOV. 2025

Annexe 1 : Schéma d'aménagement proposé

Guillaume AFONSO

